

28^e Forum de la Pensée Contemporaine sur :
Processus de démocratisation et développement durable au Maghreb
et en Europe
Tunis, 11 et 12 décembre 2009

Résumé de la communication de Abraham FRANSSEN, Professeur de sociologie, Belgique (franssen@fusl.ac.be)

Titre de la communication :

Associations et Pouvoirs publics : une coopération conflictuelle

- *Quelques enseignements du cas de la Belgique* -

Résumé :

Le modèle belge, parfois qualifié de « néo-corporatiste » ou de « consociatif », se caractérise par la place occupée par les associations dans l'espace public et même dans la gestion des affaires publiques. Historiquement, les associations se sont constituées en référence aux clivages politiques institutionnalisés (laïc-religieux, monde ouvrier-monde patronal, francophones-flamands) de la Belgique et dans un principe de subsidiarité et de subsidiation par rapport à l'action des pouvoirs publics.

A partir des caractéristiques historiques de l'espace public en Belgique, la communication :

1) - dégage les différentes modes de relations entre associations et pouvoirs publics, sur un axe allant de la coopération au conflit, en soulignant notamment les risques d'une *auxiliarisation* des associations par les pouvoirs publics ;

2) - cherche à clarifier la dimension politique des associations à partir des différentes significations du « politique » :

- *Le politique comme espace public (au sens de « policy »)*, posant l'enjeu de rôle des associations dans la formation du débat démocratique ;

- *Le politique comme relations aux pouvoirs publics et aux politiques publiques (au sens de « politics »)*, posant l'enjeu de la capacité d'influence, voire de co-gestion, dans la mise en oeuvre de l'action publique ;

- *Le politique comme rapport aux partis politiques (au sens de « politics »)* qui pose, pour les associations, la question de leurs « affinités électives », de leur indépendance et/ou de leur pluralisme ;

- *Le politique comme source de reconnaissance* institutionnelle et, potentiellement, de financement, posant l'enjeu des ressources et moyens d'action des associations ;

Au-delà des questions, des clarifications et des arbitrages propres à chacune de ces quatre dimensions du rapport au politique, c'est surtout leur enchevêtrement, leur confusion et leur interdépendance qui pose problème. En cela, le travail de clarification des rapports entre associations et politique constitue l'un des enjeux clefs des processus de démocratisation.

